

DEPARTEMENT DE LA SAVOIE  
ARRONDISSEMENT D'ALBERTVILLE  
CANTON DE GRESY SUR ISERE  
COMMUNE DE TOURNON

**Acte certifié exécutoire**

Réception par le préfet : 08/10/2014  
Publication : 08/10/2014

Pour l'"Autorité Compétente"  
par délégation

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

DATE DE CONVOCATION

22/09/2014

DATE D’AFFICHAGE

22/09/2014

L’AN DEUX MILLE QUATORZE

Le 26 septembre à 19 h 30

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s’est réuni à la Mairie, au chef-lieu, en séance ordinaire, sous la présidence de M. TORNIER Xavier, Maire.

Présents : M. BENEITO, M. MIANO, M. GAZZOLA, M. SIBUET, Mme BERTHET, M. ALIOUA, M. AMANN, Mme BEGEY, Mme LHOST-DUNOYER, Mme MILLAT, Mme SABAINI, M. BECCHERLE

NOMBRE DE CONSEILLERS

EN EXERCICE 15

PRESENTS 13

VOTANTS 14

Formant la majorité des membres en exercice.

Absent excusé : Mme LASSIAZ (donne procuration à Mme BEGEY) et M. GARDET-CADET

Secrétaire : Mme Sandrine BERTHET

**N°34/2014 – OBJET : PRESCRIPTION DE LA REVISION DU PLAN LOCAL D’URBANISME FIXANT LES MODALITES DE CONCERTATION**

Monsieur le Maire expose au conseil municipal les principales justifications qui motivent la révision du Plan Local d’Urbanisme et précise les objectifs qui seront poursuivis :

- par des obligations législatives et réglementaires :
  - prise en compte de la Loi portant engagement national pour l’Environnement du 12 juillet 2010,
  - mise en compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale d’Arlysère approuvé le 9 mai 2012
- mais aussi par des enjeux communaux :
  - nécessité de densifier et de structurer l’urbanisation à l’intérieur de l’enveloppe urbaine,
  - préservation des terres agricoles,
  - prise en compte du Plan de Prévention des Risques inondation.

Après avoir entendu l'exposé du maire, et APRES AVOIR DELIBERE, le **conseil municipal décide de :**

1. **prescrire la révision du Plan Local d'Urbanisme** conformément à l'article L.123-6 du code de l'urbanisme.
2. **retenir les modalités de concertation suivantes**, conformément aux articles L.123-6 et L.300-2 du Code de l'Urbanisme afin d'associer pendant la durée de l'élaboration du PLU, jusqu'à l'arrêt du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.
  - un registre et ou une boîte à idée seront mis à disposition du public en mairie, afin de recueillir les observations, avis, idées des particuliers
  - **deux (2) réunions publiques d'information au minimum** seront organisées en mairie tout au long de la procédure. L'information sera fait par voie d'affichage sur les panneaux communaux.

A l'issue de cette concertation, le maire en présentera le bilan devant le conseil municipal qui en délibérera.

3. **s'engager à organiser un débat au sein du conseil municipal sur le projet d'aménagement et de développement durable (P.A.D.D.)** au plus tard deux mois avant l'arrêt du PLU par le conseil municipal conformément à l'article L.123-9 du code de l'urbanisme.

4. **charger Monsieur le Maire de conduire l'ensemble de la procédure de révision** (article R.123-15).

5. **demander l'association des services de l'État** à l'élaboration du projet de révision du PLU conformément à l'article L.123-7 du code de l'urbanisme.

6. **demander à l'État** conformément à l'article L.121-7 du code de l'urbanisme **une compensation financière** pour l'aider à faire face aux dépenses entraînées par les études.

7. **choisir un cabinet d'étude** pour mener les études nécessaires à la révision du PLU dans le respect des articles L.121-1 à L.121-7, L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-25 du code de l'urbanisme.

Conformément aux articles L.121-4, L.123-6, L.123-8 et R.123-16 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée:

- M. le Préfet de Région,
- à Mme le Sous-Préfet d'Albertville
- au Président du Conseil Régional
- au Président du Conseil Général de la Savoie
- au Président du SIVU SCOT Arlysère
- à la chambre de commerce et d'industrie
- à la chambre des métiers
- à la chambre d'agriculture
- aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale voisins
- aux maires des communes voisines

En application de l'article L.123-8, les présidents, ou leurs représentants, des organismes ou des collectivités citées ci-dessus, peuvent demander à être consultés pendant la durée de la révision du projet du plan local d'urbanisme.

Le Maire informe les membres du Conseil Municipal que lors de l'arrêt du projet de P.L.U., les maires des communes limitrophes et les présidents des E.P.C.I. directement intéressés, peuvent, à leur demande, donner leur avis sur le projet conformément à l'article L 123.9 du Code de l'Urbanisme.

Par ailleurs, en application de l'article L.123-8 du Code de l'Urbanisme, le maire indique aux membres du conseil municipal qu'il peut recueillir l'avis de tout organisme ou association compétente en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'environnement, d'architecture et d'habitat et de déplacements ou en application du L.121-7, les conseils du CAUE de Savoie.

Conformément aux articles R.123-24 et R.123-25 la présente délibération fera l'objet :

- -d'un affichage en mairie durant un mois,
- d'une mention de cet affichage insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le Maire,

M. Xavier TORNIER.

